

Restructuration bancaire «Credit Suisse devra convaincre les clients de revenir»

L'établissement a plongé dans le rouge vif l'année dernière. Tout n'est pas négatif pour autant, analyse le spécialiste Jérôme Schupp.



Credit Suisse a engagé un profond processus de restructuration dont les effets sur les résultats se feront sentir à partir de 2024.

KEYSTONE

Le pire est-il derrière? Aujourd'hui en pleine restructuration, Credit Suisse annonce [une perte de plus de 7 milliards sur 2022](#). Inquiets, les clients ont massivement quitté le navire. Il est vrai que le groupe s'est retrouvé au centre de [la tourmente ces dernières années](#): affaire Greensill, firme dont la faillite a affecté sa clientèle; affaire Archegos, fonds spéculatif auquel l'établissement a prêté massivement, engendrant de lourdes pertes; litiges liés au marché hypothécaire américain et à l'évasion fiscale, avec à la clé plusieurs milliards de dollars d'amendes.

Le point avec Jérôme Schupp, analyste financier chez Prime Partners.

Credit Suisse a subi de lourdes pertes en 2022. Il devrait être déficitaire aussi cette année. Une surprise?

Non, le gros de la perte attendue pour 2023 s'explique par la charge de restructuration de 1,6 milliard prévue cette année. Cela est lié aux quelque 9000 suppressions de postes qui vont nécessiter la mise en place de coûteux plans de licenciement. De plus, les sorties

massives de fonds enregistrées dans la gestion de fortune font que cette activité va générer moins de revenus ces prochains mois. Pour finir, il faudra aussi amortir au bilan les activités qui sont abandonnées, essentiellement dans la banque d'affaires.

Et la perte de plus de 7 milliards pour l'année dernière?

On s'y attendait, c'est en ligne avec les attentes du marché.



Pour Jérôme Schupp, analyste financier chez Prime Partners, le bilan de Credit Suisse est redevenu aussi solide que celui de son concurrent UBS.

VQH

Les clients ont massivement quitté le navire, avec des sorties de fonds de plus de 110 milliards sur les trois derniers mois de l'année, ce qui représente 7% de la masse sous gestion. L'hémorragie est-elle terminée?

C'est un montant substantiel supérieur à ce qui était prévu. Mais le gros de l'hémorragie est survenu en octobre dernier et la banque se veut rassurante. La direction parle

beaucoup de cet aspect en disant que cela va avoir un impact à court terme sur les résultats. Car les frais de gestion sur la masse gérée vont diminuer et la banque va perdre ses revenus récurrents.

Le pire est-il passé en termes de fuite de la clientèle?

Il y a eu un très fort impact, mais sur une période de temps très courte, c'est-à-dire au moment de l'augmentation de capital de 4 milliards l'automne dernier. Je pense que le management fait tout juste aujourd'hui. Le niveau de fonds propres est bon et l'augmentation de capital est réussie. Le bilan de Credit Suisse est redevenu aussi solide que celui d'UBS. C'est un argument qui parle en sa faveur. Il va aujourd'hui s'agir de convaincre les clients de revenir.

Quand l'établissement va-t-il retrouver les chiffres noirs?

Le groupe devrait être bénéficiaire à partir de 2024, malgré des charges de restructuration qui vont encore atteindre 1 milliard l'année prochaine.

«La réputation est la confiance. Sans elle, les clients vont voir ailleurs.»

Jérôme Schupp, analyste financier chez Prime Partners.

Credit Suisse est-il aujourd'hui sur de bons rails?

Oui, mais c'est un long tunnel. On vient seulement d'entrer dans le Gothard, il y a encore du chemin à faire. Les programmes de restructuration vont se faire sentir à partir de 2024. Dès l'année prochaine, les baisses de coûts seront supérieures aux charges de restructuration. Les activités principales du groupe, à savoir la gestion de fortune et la banque de détail, généreront à nouveau des résultats positifs. En parallèle, le poids de la banque d'affaires sera fortement réduit, et l'on peut s'en réjouir, car cette activité risquée immobilisait beaucoup de capitaux, ce qui limitait les capacités de croissance dans la gestion de fortune.

SUITE APRÈS LA PUBLICITÉ

Quels sont les risques résiduels liés à l'établissement?

C'est toujours très compliqué à dire. J'imagine que le contrôle des risques se trouve à un niveau très élevé, ce qui n'était pas le cas auparavant. On sait que le risque opérationnel impacte le risque réputationnel, ce qui se voit dans les résultats. La réputation est la confiance. Sans elle, les clients vont voir ailleurs. Mais si on fait un parallèle avec UBS, qui était virtuellement en faillite en 2008 suite à la crise financière aux États-Unis (*ndlr: sauvée par la BNS et la Confédération*), on voit que quelques années après sa restructuration, elle est devenue une machine de guerre.

Credit Suisse peut-il encore faire faillite?

James Bond dirait: «Never say never» (*ndlr, ne jamais dire jamais*). Mais dans le contexte actuel, l'établissement se trouve sur de bons rails.

La banque pourrait-elle être vendue et ses activités-gestion de fortune, banque de détail (crédit hypothécaire, crédit aux entreprises, etc.), banque d'affaires vendues à des tiers?

Je pensais à un moment donné que Credit Suisse pouvait être [racheté par un opérateur européen](#), intéressé de reprendre ses activités de gestion de fortune et de banque de détail en Suisse. Notamment BNP Paribas. Mais ce n'est plus à l'ordre du jour. Le vide stratégique qui existait au Credit Suisse n'existe plus aujourd'hui. De plus, aucune banque ne voudrait reprendre un établissement en pleine restructuration. Car cela déstabiliserait une clientèle déjà fragilisée par les affaires qui ont entaché sa réputation.

Nicolas Pinguely est journaliste à la rubrique économique depuis 2018. Spécialiste en finance, il a travaillé par le passé pour le magazine Bilan, à l'Agefi et au Temps. Il a aussi occupé différents postes dans des banques et sociétés financières, notamment dans la microfinance. [Plus d'infos](#)



[Nicolas Pinguely](#)

Publié: 09.02.2023, 11h09

18